

Sécurité alimentaire et nutritionnelle



La hausse et la volatilité des prix des denrées alimentaires, la grande dépendance de certains pays aux importations, les crises politiques, financières et économiques, la compétition pour l'accès aux ressources naturelles et la dégradation de l'environnement ainsi que le changement climatique affectent la sécurité alimentaire et nutritionnelle actuelle et future des populations, citadines et rurales, notamment les plus pauvres.

Les enjeux pour les citoyens et pour les différentes autorités publiques ou privées, qu'elles soient locales, nationales ou sous continentales, sont la conception et la mise en place de systèmes alimentaires performants au regard des critères du développement soutenable, inclusifs, résilients et efficaces, fondés sur les responsabilités individuelles et collectives. Cette responsabilité doit être endossée et portée, de manière spécifique et avec les compétences qui sont les leurs, par les autorités locales et régionales.

Les systèmes alimentaires territoriaux visent à répondre à ces enjeux complexes. La problématique concerne de nombreux secteurs (ex: l'alimentation, les transports, la santé, l'éducation, l'eau, l'habitat, la migration, la politique foncière, l'agriculture et la foresterie urbaine et périurbaine). Gouvernements, collectivités territoriales, société civile, secteur privé, monde de la recherche, partenaires techniques et financiers doivent joindre leurs efforts dans des actions concertées au sein de stratégies agréées, assorties de droits, devoirs et responsabilités clairs.

Questions clés :

- Quels leviers les autorités locales et régionales peuvent-elles activer pour contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ?
- En quoi l'approche territoriale du développement favorise-t-elle les approches intersectorielles pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les connexions durables entre urbain et rural ? Cela peut-il renforcer les stratégies de résilience ?
- Quelles articulations entre les échelles locales et régionales et les échelles nationales et globales pour les politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle ?
- Comment organiser la contribution des autorités locales et régionales sur la sécurité

alimentaire et nutritionnelle dans l'agenda post 2015 ?

La hausse et la volatilité des prix des denrées alimentaires, la grande dépendance de certains pays aux importations, les crises politiques, financières et économiques, la compétition pour l'accès aux ressources naturelles et la dégradation de l'environnement ainsi que le changement climatique affectent la sécurité alimentaire et nutritionnelle actuelle et future des populations, citadines et rurales, notamment les plus pauvres.

Les enjeux pour les citoyens et pour les différentes autorités publiques ou privées, qu'elles soient locales, nationales ou sous continentales, sont la conception et la mise en place de systèmes alimentaires performants au regard des critères du développement soutenable, inclusifs, résilients et efficaces, fondés sur les responsabilités individuelles et collectives. Cette responsabilité doit être endossée et portée, de manière spécifique et avec les compétences qui sont les leurs, par les autorités locales et régionales.

Les systèmes alimentaires territoriaux visent à répondre à ces enjeux complexes. La problématique concerne de nombreux secteurs (ex: l'alimentation, les transports, la santé, l'éducation, l'eau, l'habitat, la migration, la politique foncière, l'agriculture et la foresterie urbaine et périurbaine). Gouvernements, collectivités territoriales, société civile, secteur privé, monde de la recherche, partenaires techniques et financiers doivent joindre leurs efforts dans des actions concertées au sein de stratégies agréées, assorties de droits, devoirs et responsabilités clairs.

Questions clés :

- Quels leviers les autorités locales et régionales peuvent-elles activer pour contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ?
- En quoi l'approche territoriale du développement favorise-t-elle les approches intersectorielles pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les connexions durables entre urbain et rural ? Cela peut-il renforcer les stratégies de résilience ?
- Quelles articulations entre les échelles locales et régionales et les échelles nationales et globales pour les politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle ?
- Comment organiser la contribution des autorités locales et régionales sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'agenda post 2015 ?

Hashtag: Rabat2013

[Régions Unies-FOGAR](#)

[FAO](#)

Latest?: No

orden: 1

Ponentes: Andrée Pasternak

Elise Lowy

Francisco Olvera Ruiz

Gino Van Begin

Marielle Dubbeling

Sabine Guichet-Lebailly

Saliou Sarr

Organizers

[Régions Unies-FOGAR](#)

[FAO](#)

Speakers

- [Andrée Pasternak](#)
- [Elise Lowy](#)
- [Francisco Olvera Ruiz](#)
- [Gino Van Begin](#)
- [Marielle Dubbeling](#)
- [Sabine Guichet-Lebailly](#)
- [Saliou Sarr](#)

<>

```
(function ($) { $("#carousel .next-button").click(function () { $("#carousel ul").animate({marginLeft:-132},500,function(){ $(this).find("li:last").after($(this).find("li:first")); $(this).css({marginLeft:0}); }); }); })(jQuery); (function ($) { $("#carousel .prev-button").click(function () { $("#carousel ul").animate({marginLeft:0},500,function(){ //left:132 $(this).find("li:first").before($(this).find("li:last")); $(this).css({marginLeft:0}); }); }); })(jQuery); (function ($) { if($("#carousel ul > li").size() France
```

Sessions: [Sécurité alimentaire et nutritionnelle](#)

Andrée Pasternak

Chargée de mission auprès du Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes

Andrée Pasternak, vétérinaire de formation, travaille actuellement pour l'action extérieure des collectivités territoriales au Ministère français des Affaires étrangères, en qualité d'expert sur les programmes de développement rural et agricole, la sécurité alimentaire et le tourisme responsable mis en œuvre dans le cadre de la coopération décentralisée.

Membre du Comité politique du Core group sur la sécurité alimentaire de l'« Organisation des Régions Unies » (ORU FOGAR), elle a pris part aux premiers sommets internationaux de Dakar (en 2010) et Medellin (en 2012) consacrés à ce thème.

Elle s'attache à promouvoir l'approche territoriale du développement et œuvre pour la reconnaissance du rôle des collectivités territoriales françaises par les organisations internationales. Auparavant, elle a participé, pour le Ministère français de l'Agriculture, à la définition et à la mise en œuvre de programmes de coopération bilatérale pour le développement rural et la promotion des produits de terroir.

France

Sessions: [Sécurité alimentaire et nutritionnelle](#)

Elise Lowy

Conseillère régionale déléguée à la coopération décentralisée et Présidente du Core group « sécurité alimentaire » de l'Organisation des Régions Unies FOGAR (ORU-FOGAR)

Elise Lowy, née le 3 novembre 1981, est une femme politique française.

Elle réalise des études de sociologie et se spécialise en sociologie de l'environnement et en sociologie critique du travail. Elle enseigne la sociologie à l'Université de Caen jusqu'en 2011.

Elle est directrice de publication d'un magazine sur les quartiers populaires de 2002 à 2012.

Parallèlement à ses engagements associatifs, Elise Lowy adhère chez les Verts en 1999 pendant la campagne européenne et devient secrétaire régionale adjointe des Verts Basse-Normandie puis conseillère fédérale d'EELV.

Membre du bureau exécutif d'Europe Écologie Les Verts (EELV) depuis le congrès de La Rochelle de 2011 à 2012, elle est depuis le 23 juin 2012 porte-parole d'EELV.

Elle s'engage dans le milieu associatif et politique dans les domaines de l'écologie et de l'interculturel.

Elle devient Conseillère régionale déléguée à la Coopération décentralisée en 2010 et assure la Présidence du Core group « sécurité alimentaire » de l'ORU-FOGAR, depuis septembre 2012, à la suite d'Alain Tourret.

Mexique

[web](#)

Sessions: [Sécurité alimentaire et nutritionnelle](#)

Francisco Olvera Ruiz

State Governor, Hidalgo, Mexico

Nacido en la ciudad de Pachuca el 15 de junio de 1956, José Francisco Olvera Ruiz, realiza sus estudios en diversas instituciones públicas. Sus estudios profesionales los realizó en la Universidad Autónoma de Hidalgo, donde se titula automáticamente por promedio, así mismo cuenta con Maestría en Administración Pública, por el Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey y la Universidad del Valle de México.

Su carrera en la administración pública estatal se inició al frente de la Dirección de Catastro, donde permanece por espacio de nueve años. Ha sido Diputado Local en dos ocasiones, la primera en la LIV Legislatura (1991 a 1993) y la segunda en la LVIII Legislatura (2002 a 2005). Fungió también como Director del Archivo General de Notarías en 1995 y como Coordinador General Jurídico del Gobierno del Estado en 1999-2001. De 2005 a 2008 fue designado Secretario de Gobierno. En 2009 fue electo como Presidente Municipal de Pachuca para el periodo 2009-2012, a instancias suyas fue creada la Asociación de Presidentes Municipales, organización afiliada a la Federación Nacional de Municipios (FENAM), en la que fue electo como Presidente Nacional de la Zona Centro en 2009, cargo que también desempeñó en el seno de la Asociación de Municipios de México A.C. (AMMAC), durante el

propio 2009.

Postulado como candidato a Gobernador del Estado de Hidalgo por el Partido Revolucionario Institucional, resulta electo para el periodo 2011-2016, tomando posesión el 1° de Abril de 2011.

No debe soslayarse su gran participación en actividades partidistas, como Presidente del Comité Directivo Municipal de Pachuca y como Secretario del Comité Directivo Estatal en ambos casos del Partido Revolucionario Institucional.

En el ámbito profesional, Francisco Olvera Ruiz ha ejercido la abogacía en su despacho particular en el que también actuó como Corredor Público, tarea en la que fue habilitado por la Secretaría de Economía del Gobierno Federal

Sessions: [Sécurité alimentaire et nutritionnelle](#)

Gino Van Begin

ICLEI's Secretary General

Having served as ICLEI Regional Director for Europe since 2002 and as Deputy Secretary General since 2007, he brings to his position a wealth of experience in coordinating and leading international institutions and organizations across different aspects of sustainable urban development.

Gino has consistently and comprehensively worked over the last 12 years towards ensuring ICLEI's quality as a responsible, professional, non for profit, local government organization in Europe and worldwide.

He has been ICLEI's Chief Negotiator on local climate actions and was instrumental in organizing various major events, such as the European Sustainable Cities and Towns Conferences which have grown to become the major sustainability rendezvous for local governments in Europe.

Gino was also a member of the EU Expert Group to the European Commission on the Urban Environment from 2003-2006, and is a member of the European Commission's Jury on the European Green Capital.

Gino's vision is to extend this excellent leadership to ICLEI on a global level. Before joining ICLEI in 2000, Gino worked as advisor and as Team Leader at the EU-funded Environmental Centres for Administration and Technology in Kaliningrad and St. Petersburg, Russia for seven years.

From 1987 to 1993, he was a legal advisor at the European Commission's DG Environment, General Secretariat and DG External relations. He also worked at the Cabinet of the Vice-President of the Government of Flanders and Minister of Economy, Small Business and Energy.

Trained as a lawyer from the University of Brussels, Gino speaks Dutch, French, English, German and Russian.

Pays-Bas

Sessions: [Sécurité alimentaire et nutritionnelle](#)

Marielle Dubbeling

Directrice de la Fondation RUAF- Le Réseau international des centres de ressources en agriculture urbaine et souveraineté alimentaire

Marielle Dubbeling est la Directrice de la Fondation RUAF- Le Réseau international des centres de ressources en agriculture urbaine et souveraineté alimentaire (www.ruaf.org). Marielle est une experte spécialisée en développement stratégique, en évaluation technique et en renforcement des capacités pour l'agriculture urbaine et périurbaine.

Actuellement, Marielle coordonne la participation de RUAF au programme "d'intégration de l'agriculture et de la sylviculture urbaine et périurbaine aux plans municipaux de changement climatique" mis en œuvre par ONU Habitat. Elle coordonne également la participation de RUAF au programme "Suburbfood" financé par l'Union Européenne, valorisant le potentiel des chaînes alimentaires courtes, l'agriculture urbaine multifonctionnelle et la gestion des déchets dans plusieurs villes.

Dans le passé, Marielle a coordonné le programme de RUAF " du jardin à la table" (de 2009 à 2011) qui appuyait la promotion -dans 17 villes- de chaînes de production et de financements durables pour l'agriculture urbaine. Entre 2004 et 2008, elle a été conseillère technique au sein du programme de RUAF " Cities Farming for the Future" qui accompagnait 20 villes à la planification stratégique et à la formulation de politiques et de programmes municipaux en agriculture urbaine et périurbaine.

Antérieurement à son expérience au sein du RUAF, Marielle a travaillé dans le cadre du "programme de gestion urbaine" mis en œuvre par ONU Habitat et par le PNUD en Amérique Latine et aux Caraïbes, qui appuyait le développement de programmes d'agriculture urbaine et de sécurité alimentaire dans plusieurs municipalités à Cuba, Pérou, Equateur, Brésil et Argentine.

Marielle est l'auteur de plusieurs livres, publications et articles sur l'agriculture urbaine et périurbaine : "Villes, pauvreté et alimentation: politique et planification multi acteurs pour l'agriculture urbaine (2010C: www.ruaf.org"); et "L'agriculture urbaine et l'adaptation au changement climatique : Assurer la sécurité alimentaire au travers de l'adaptation" (2011, dans: "Villes résilientes : Villes et adaptation au changement climatique - Résultats du Forum Global 2010. ICLEI and Springer").

France

Sessions: [Sécurité alimentaire et nutritionnelle](#)

Sabine Guichet-Lebailly

Chef du service Coopérations Internationales et Mobilité, Région Basse-Normandie

Sabine Guichet-Lebailly est française, elle est née le 12 juillet 1962 à Orléans.

Depuis mai 2005, elle est contractuelle de la fonction publique territoriale française, en poste au Conseil Régional de Basse-Normandie. Après avoir créé et piloté la Mission Coopération décentralisée et Droits de l'Homme jusqu'en juin 2011, elle dirige désormais le service Coopération Internationale et Mobilité au sein de la Direction des Affaires Européennes et des Relations Internationales.

Détenteur d'une maîtrise en management interculturel, son expérience professionnelle l'a conduite à proposer l'ouverture de la Région Basse-Normandie vers des territoires et des thématiques de

coopérations à forts enjeux et valeur ajoutée. Elle a assuré la promotion de domaines comme l'Approche Territoriale du Développement (ATD), les Droits de l'Homme, la Sécurité Alimentaire, le Tourisme Durable...

Les partenariats développés sous son influence s'attachent à la mise en réseau et à la mutualisation des expériences et des compétences et tendent tous à promouvoir le rôle et la reconnaissance des Régions et des Gouvernements locaux du monde auprès des instances internationales que sont l'ONU et l'Union Européenne.

Par son action, elle a favorisé la prise de position de la Basse-Normandie au sein de l'ORU-FOGAR puis comme Présidente du Core Group sur la sécurité alimentaire. Dans ce cadre, elle a accompagné la Région aux premiers sommets internationaux de Dakar (en 2010) et Medellin (en 2012) consacrés à ce thème.

Sénégal

Sessions: [Sécurité alimentaire et nutritionnelle](#)

Saliou Sarr

Président, Commission Sécurité Alimentaire et Développement Rural, Région de Saint-Louis

M. Saliou Sarr est Conseiller régional de la Région de Saint Louis au Sénégal, Président de la commission Sécurité Alimentaire et Développement Rural.

Il est économiste Agricole de formation, spécialiste en organisation et en stratégies paysannes.

M. Sarr est également coordonnateur de l'Unité des Programmes de AGEP/ASPRODEB (Association Sénégalaise pour la Promotion du Développement à la Base), agence d'exécution de projets dans le monde rural. Cette agence exécute depuis 1995 des projets et programmes de l'Etat du Sénégal, de la FAO, de la Banque mondiale, du FIDA, de l'Union Européenne, de l'USAID, etc.

Il a été membre de différentes organisations/conseils tels que l'équipe de recherche/développement du CNCR (Conseil National de Concertation des Ruraux du Sénégal) ; la coordination du ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest) pour le Sénégal en 2000 ; le groupe d'élaboration de la PAU de l'UEMOA pour les organisations paysannes africaines en 2001 et il a été coordinateur du ROPPA Sénégal pour les négociations de l'OMC (6ème Conférence Ministérielle de Hong Kong) en 2005.

```
/* ** CONFIGURATION VARIABLES: EDIT BEFORE PASTING INTO YOUR WEBPAGE ** */ var
disqus_shortcode = 'rabat2013'; // required: replace example with your forum shortcode /* **
DON'T EDIT BELOW THIS LINE ** */ (function() { var dsq = document.createElement('script');
dsq.type = 'text/javascript'; dsq.async = true; dsq.src = '/' + disqus_shortcode +
'.disqus.com/embed.js'; (document.getElementsByTagName('head')[0] ||
document.getElementsByTagName('body')[0]).appendChild(dsq); })(); Please enable JavaScript to
view the comments powered by Disqus. comments powered by Disqus
```

Source URL: <https://www.rabat2013.uclg.org/node/411>